



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale  
de la cohésion sociale et de la  
protection des populations

PRÉFET DE LA SAVOIE

Service protection et santé animales  
et installations classées pour la  
protection de l'environnement

**ARRÊTE PRÉFECTORAL**  
**Portant autorisation d'exploiter un abattoir d'ovins**

**GAEC LISON**  
**Commune de CHAMOUSSET**

**LE PREFET DE LA SAVOIE**

*Chevalier de la Légion d'honneur,*

*Chevalier de l'Ordre National du Mérite,*

**VU** le Code de l'Environnement les livres I et V titre 1er, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment l'article L181-I ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

**VU** le règlement (CE) n°1069/2009 du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique 2210 «abattage d'animaux » ;

**VU** l'avis de l'autorité environnementale du 11 juin 2019 dispensant le GAEC LISON d'étude d'impact;

**VU** la demande présentée par le GAEC Lison réceptionnée le 8 janvier 2020, aux fins d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation d'abattage d'animaux située sur le territoire de la commune de Chamousset ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 11 février 2020 portant ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation d'exploiter une installation d'abattage d'animaux sur le territoire de la commune de Chamousset présentée par le GAEC Lison ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 17 mars 2020 portant suspension d'enquête publique ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 mai 2020 portant reprise d'enquête publique ;

**VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 22 juin 2020 ;

**VU** la délibération du conseil municipal d'Aiton en date du 11 juin 2020 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 28 juin 2020;

**VU** l'information du CODERST en date du 30 juin 2020 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 6 juin 2020 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU le message électronique du 6 juin 2020 de l'exploitant précisant son absence d'observation sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation est soumise à autorisation au titre de la rubrique 2210 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation est appelée à fonctionner seulement pendant la durée de la fête religieuse de l'AID EL ADHA ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions techniques d'exploitation telles qu'elles sont proposées dans le dossier de demande, sont de nature à prévenir et limiter la pollution des eaux et les risques générés par l'établissement

**CONSIDÉRANT** que les capacités d'abattage pour couvrir les besoins de capacité d'abattage pendant les fêtes de l'AID EL ADHA sont insuffisantes pour le département de la Savoie ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation telles qu'elles sont définies par le présent arrêté doivent permettre de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du livre V titre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement susvisé ;

**CONSIDÉRANT** le fonctionnement satisfaisant de cet abattoir lors des précédentes fêtes de l'AID EL ADHA depuis 2007 ;

**SUR** proposition de madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

## **ARRÊTE**

### **CHAPITRE 1 : ACTIVITÉ AUTORISÉE**

#### **Article 1.1 :**

Le GAEC LISON est autorisé à exploiter un atelier d'abattage d'ovins de moins d'un an pour la fête de l'AID EL ADHA pendant une durée maximum de 4 jours par an.

#### **TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ACTIVITÉS CLASSÉES**

<b>Nature de l'activité</b>	<b>N° de la nomenclature</b>	<b>Volume journalier maximal de l'activité</b>	<b>Régime</b>
Abattage d'animaux de boucherie	2210.1	20 tonnes / jour	A

### **CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 2.1 : Conformité de l'installation au dossier de demande d'autorisation**

Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

Installation : les bâtiments dans lesquels se déroulent les opérations de réception, d'attente et d'abattage des animaux de boucherie, y compris leurs annexes.

Annexes : bâtiments, hangars, aires et autres dispositifs réservés :

- à l'entreposage des cadavres, sous-produits et issues non destinés à la consommation humaine y compris des cuirs ;
- à l'entreposage des déjections (lisier, fumier, contenu de l'appareil digestif) ;

- à la manipulation, au conditionnement et, le cas échéant, à la transformation des sous-produits dont la destruction n'est pas réglementairement obligatoire.

Animaux de boucherie : les animaux appartenant à l'espèce ovine.

Matériels à risque spécifiés (M.R.S.) : tissus de ruminants désignés sur la base de la pathogenèse des encéphalopathies spongiformes subaiguës transmissibles (E.S.S.T.), tels que décrits dans le règlement CE/999/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles et à l'article 7 de l'arrêté du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces établissements,

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents du dossier de demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

### **Article 2.2 : Modifications**

Toute modification apportée par le pétitionnaire à l'installation, à son mode d'exploitation, sa durée ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier d'autorisation initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger un nouveau dossier d'autorisation.

### **Article 2.3 : Documents à tenir à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier d'autorisation ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'ouverture et les prescriptions ;
- les résultats des dernières mesures sur les effluents ;
- les documents prévus aux points 4.5 et 6.1 du présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 2.4. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle**

L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

## **CHAPITRE 3 : IMPLANTATION – AMÉNAGEMENT**

### **Article 3.1 : Règles d'implantation**

L'installation est implantée :

- à au moins 35 mètres des puits et forages, autres que ceux destinés au seul fonctionnement de l'installation, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- à 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers (hors locaux occupés par des personnels liés à l'installation), des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; des stades ou des campings agréés, ainsi que des lieux de baignade et des plages.

### **Article 3.2 : Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté.

### **Article 3.3 : Interdiction de locaux occupés par des tiers ou habités au-dessus de l'installation**

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités (à l'exception des locaux réservés au personnel de l'installation).

### **Article 3.4 : Comportement au feu des bâtiments**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours. Les locaux sont équipés de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

### **Article 3.5 : Accessibilité**

L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les parkings aménagés devront permettre l'accessibilité des engins d'incendie et de secours en respectant notamment une largeur de voie de 3 mètres minimum sur le chemin d'accès à l'établissement.

### **Article 3.6 : Ventilation**

Les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

### **Article 3.7 : Installations électriques**

**Les installations électriques sont réalisées conformément** à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

### **Article 3.8 : Rétention des aires et locaux de travail**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont récupérées et recyclées.

Le sang issu de l'égorgeage doit impérativement être collecté en cuve étanche puis collecté et traité par une entreprise d'équarrissage. Le sang ne doit en aucun cas être évacué vers les installations de collecte des eaux résiduaires.

Les emplacements sur lesquels il est procédé au retrait, à la manipulation et/ou au prélèvement de matériels à risques spécifiés sont conçus de façon à éviter ou, à défaut, à limiter au strict minimum les écoulements en provenance de ces produits et leur dispersion au sol, notamment par une utilisation rationnelle de l'eau et une collecte à la source d'éventuels résidus de ces matériels.

### **Article 3.9 : Cuvettes de rétention**

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de stockage et de traitement des eaux résiduaires.

### **Article 3.10 : Isolement du réseau de collecte**

Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.

## **CHAPITRE 4 : EXPLOITATION – ENTRETIEN**

### **Article 4.1 : Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients.

### **Article 4.2 : Contrôle de l'accès**

Le public n'est pas autorisé à pénétrer dans le site d'abattage en dehors des zones autorisées.

Les agents de sécurité devront être en nombre suffisant pour assurer la gestion des flux de clients et de véhicules.

### **Article 4.3 : Connaissance des produits - Etiquetage**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

### **Article 4.4 : Propreté**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

### **Article 4.5 : Vérification périodique des installations électriques**

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente.

La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.

## **CHAPITRE 5 : RISQUES**

### **Article 5.1 : Protection individuelle**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

### **Article 5.2 : Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen fixe permettant d'alerter les services d'incendie et de secours en tout temps ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- de disposer des fiches de données de sécurité des produits d'entretien employés lorsqu'ils en ont une.

L'accès aux sources d'hydrant ne devra pas être gêné par le stationnement de véhicules ou tout autre obstacle. Cette surface devra être dégagée d'au moins 4mètres sur 8 mètres pour permettre le stationnement des engins de secours et leurs mises en aspiration.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Pour la défense incendie du site, l'établissement doit disposer d'au moins un hydrant positionné à moins de 100 m des installations et fournir un débit normalisé de 120m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures sous pression dynamique minimale de 1 bar. L'emplacement d'implantation du poteau devra être validé par le SDISS.

Les caractéristiques du poteau devront répondre aux normes suivantes :

- la mise en place d'un hydrant répondant aux normes :
  - NF S 62-200 pour l'implantation
  - NF S 62-211 concernant les poteaux incendie
  - NF S 62-213 et NF EN 14.384 concernant les caractéristiques
  - NF S 62-221 concernant les panneaux de signalisation
  - NEFS X08-008 concernant la couleur

L'exploitant devra disposer d'un débit minimum de 100 m<sup>3</sup> par heure avec une réserve minimale de 210 m<sup>3</sup>.

#### **Accessibilité :**

Les parkings aménagés devront permettre l'accessibilité des engins d'incendie et de secours en respectant notamment une largeur de voie de 3 mètres minimum sur le chemin d'accès à l'établissement.

#### **Autres dispositions :**

Le mode d'exploitation de l'établissement permet l'accès au public uniquement dans les zones autorisées. L'exploitant établit un plan des zones autorisées et si nécessaire un sens de circulation.

L'exploitant devra fournir à l'inspection une attestation de conformité de la part du service départemental d'incendie et de secours de la Savoie (service gestion prévisionnelle des risques) avant la mise en service des installations.

Les fiches de sécurité des produits utilisés pour l'entretien devront être tenues à la disposition des services de secours.

### **Article 5.3 : Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes telles que le sang collecté.

### **Article 5.4 : Accès du public**

Le pétitionnaire devra transmettre, avant l'ouverture de l'établissement, à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité un dossier en vue du classement de la construction au regard de la réglementation applicable aux établissements recevant du public.

## **CHAPITRE 6 : EAU**

### **Article 6.1 : Prélèvements**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont relevées tous les jours et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

### **Article 6.2 : Consommation**

Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse.

### **Article 6.3 : Réseau de collecte**

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

### **Article 6.4 : Pré-traitement des effluents**

L'installation possède un dispositif de pré-traitement des effluents comportant au minimum un dégrillage équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de système équivalent assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm.

### **Article 6.5 : Destination des effluents**

Les eaux résiduaires ne pourront en aucun cas être rejetées au milieu naturel. Elles seront intégralement collectées puis feront l'objet d'un épandage agricole ou seront éliminées selon toute autre filière autorisée préalablement par l'inspection.

### **Article 6.6 : Interdiction des rejets en nappe**

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

## **Article 6.7 : Prévention des pollutions accidentelles**

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

## **Article 6.8 : Épandage**

Les épandages sont réalisés conformément aux éléments du plan d'épandage présent dans l'étude d'incidence du dossier de demande d'autorisation. Les épandages sont inscrits dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le plan d'épandage est mis à jour régulièrement. L'introduction ou de retrait de parcelles doit faire l'objet d'une information préalable de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice des restrictions définies par la réglementation pour des motifs sanitaires, peuvent faire l'objet d'un épandage sur ou dans les terres agricoles :

- les effluents, à l'exclusion des eaux vannes, qui ont subi le prétraitement défini à l'article 6.4 du présent arrêté ;
- la litière, transformée ou non, ainsi que le contenu de l'appareil digestif séparé de l'appareil digestif conformément à la réglementation en vigueur.

Ne peuvent pas faire l'objet d'un épandage, les sous-produits non transformés de l'abattage, y compris le sang ainsi que les matières récupérées en amont du dégrillage défini ci-avant. Il s'agit des déchets arrêtés par les siphons de sol grillagés situés dans les locaux de travail, les déchets de dégrillage, les boues de curage des canalisations situées en amont de ce pré-traitement ainsi que les résidus bruts de dégraissage susceptibles de colmater les sols.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puisse se produire.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres de tout local habité ou occupé par des tiers, des zones de loisirs, des établissements recevant du public ;
- à proximité de points de prélèvements d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers (35 mètres au minimum), à moins de 200 m des lieux publics de baignades et des plages, à moins de 500 m en amont des piscicultures de rivière autorisées sous la rubrique 2130 de la nomenclature et des zones conchylicoles, à moins de 35 m des berges des cours d'eau ;
- pendant les périodes où le sol est gelé ou enneigé et lors de fortes pluies ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ;
- sur les terrains de forte pente ;
- par aéro-aspiration au moyen de dispositifs générateurs de brouillard fin lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes.

## **CHAPITRE 7 : AIR – ODEURS**

### **Article 7.1 : Conditions de rejet**

Les sources potentielles d'odeurs difficiles à confiner sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage. Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 h est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.

L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de les diriger vers la station de pré-traitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.

À l'exception des procédés de traitement anaérobies, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert est évitée en toutes circonstances. Ces installations sont pourvues de dispositifs d'aération et/ou couvertes, si cela s'avère nécessaire.



## **CHAPITRE 8 : DÉCHETS**

### **Article 8.1 : Récupération - recyclage – élimination**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des M.R.S. et des sous-produits animaux.

Les matières recueillies lors du pré-traitement des effluents de l'installation défini ci-avant ainsi que les boues de curage des canalisations situées en amont de ce pré-traitement, sont collectées, transportées et éliminées conformément au règlement (CE) n°1069/2009 susvisé.

En aucun cas le sang ne peut être mélangé aux effluents et déversé dans les réseaux collectifs. Il doit être collecté à la source.

Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des matériels à risques spécifiés sont éliminés conformément au décret n°97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.

### **Article 8.2 : Contrôles des circuits**

L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation.

### **Article 8.3 : Stockage des déchets**

Les sous-produits animaux et les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...)

### **Article 8.4 : Déchets banaux**

Les déchets banaux (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

### **Article 8.5 : Brûlage**

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

## **CHAPITRE 9 : BRUIT ET VIBRATIONS**

### **Article 9.1 : Valeurs limites de bruit**

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés dbA du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;
- zones à émergence réglementée :
  - o l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
  - o les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ;
  - o l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties

extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Pour les installations existantes, déclarées au plus tard quatre mois avant la date de publication du présent arrêté au Journal officiel, la date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date du présent arrêté.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

#### **Article 9.2 : Véhicules - engins de chantier**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênants pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **CHAPITRE 10 : REMISE EN ÉTAT EN FIN D'EXPLOITATION**

#### **Article 10.1 :**

Outre les dispositions prévues au point 2.7, l'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

A l'issue de la période d'exploitation, et après mise en sécurité, le site est remis en état pour permettre une exploitation du site pour une activité industrielle ou agricole.

## **CHAPITRE 11 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **Article 11.1 : Annulation et déchéance**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

### **Article 11.2 : Permis de construire**

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

### **Article 11.3 : Modification du champ de l'autorisation - Transfert des installations - changement d'exploitant**

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Tout transfert des installations visées à l'article 1er sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une nouvelle demande d'autorisation.

### **Article 11.4 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

### **Article 11.5 : Délai et voie de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'auprès du Tribunal administratif de Grenoble :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

#### **Article 11.6 : Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de la commune de Porte-de-Savoie, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire. Le maire de Porte-de-Savoie fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.

#### **Article 11.7: Exécution**

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
- Monsieur le directeur de la sécurité intérieure et de la protection civile ;
- Monsieur le commandant de groupement de gendarmerie ;
- Monsieur le maire de CHAMOUSSET ;
- Monsieur le maire de BOURGNEUF.

Chambéry, le 10 JUL. 2020

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale,

Juliette PART